

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 18 avril 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central", a donné le 21 juin 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 april 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister", heeft op 21 juni 2000 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Le Conseil d'Etat relève que l'arrêté en projet ne contient aucune disposition limitant, dans le temps, l'accès à l'historique des informations, visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, et auquel l'article 591 du Code d'instruction criminelle autorise l'accès.

Il en résulte, nécessairement, que l'accès aux informations successives pourra remonter jusqu'à trente ans après le décès de la personne enregistrée, soit le délai de conservation des données établi par l'article 3, alinéa 4, de la loi précitée du 8 août 1983.

A plusieurs reprises, la section de législation du Conseil d'Etat a fait observer que l'extension, dans le temps, de l'accès à l'historique des données doit être expressément limitée aux nécessités découlant des missions justifiant l'accès aux données. Il s'agit d'une application de l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, qui prohibe le traitement de données inadéquates, dénuées de pertinence ou excessives (1). Au demeurant, ce "droit à l'oubli" est garanti

(1) Ces règles figurent actuellement à l'article 4, § 1er, 3°, de la loi du 8 novembre 1992, remplacé par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. La loi précitée du 11 décembre 1998 n'est, toutefois, pas encore entrée en vigueur.

par l'article 5, e, de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981, et approuvée par la loi du 17 juin 1991 (1).

Il convient, en application de ces principes, de déterminer le délai pendant lequel l'accès à l'historique des données est autorisé, spécifiquement en rapport avec les finalités de gestion et de consultation du casier judiciaire central. Il y a lieu de justifier la durée du délai qui peut paraître disproportionnée.

(1) Voir notamment les avis de la section de législation suivants :

- avis n° L. 23.730/2 du 10 mai 1995, sur un projet d'arrêté royal autorisant la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux à accéder au Registre national des personnes physiques, publié au Moniteur belge du 16 mai 1997, p. 12.137;
- avis n° L. 24.522/2 du 11 décembre 1995, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1990 autorisant certaines autorités du ministère de la Justice à accéder au Registre national des personnes physiques, publié au Moniteur belge du 5 juin 1999, p.20.870;
- avis n° L. 24.943/2 du 22 janvier 1997, sur un projet d'arrêté royal autorisant l'accès de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées aux informations du Registre national des personnes physiques, publié au Moniteur belge du 27 mai 1998, p. 17.068.

.../...

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

Conformément à l'usage, il convient de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Vu le Code d'instruction criminelle, notamment les articles 589 à 593, 601 et 602, insérés par la loi du 8 août 1997;"

Alinéa 2 nouveau

Dès lors que les articles 5 et 8 ont pour objet d'assortir de garanties les autorisations d'accès aux informations et d'utilisation du numéro d'identification (1) du registre national des personnes physiques, ces dispositions trouvent également un fondement légal dans la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, spécialement les articles 5 et 8. Il convient, dès lors, d'insérer un nouvel alinéa 2, après l'alinéa 1er, rédigé comme suit :

(1) En effet, la liste des personnes pouvant être désignées nommément et par écrit, en application de l'article 591, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, peut comprendre des personnes auxquelles est déléguée l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification en application de l'alinéa 2 du même article.

"Vu la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment les articles 5 et 8;".

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 3)

Il convient d'écrire ",notamment l'article 29". En effet, les autres dispositions de la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central, auxquelles le présent projet procure exécution, sont déjà visées à l'alinéa 1er, en projet, par la référence aux dispositions du Code d'instruction criminelle, telles qu'elles sont insérées par la loi précitée du 8 août 1997.

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 5)

Il n'y a pas lieu de mentionner la date de la délibération du Conseil des ministres, un délai variable pouvant parfois s'écouler entre cette date et celle à laquelle le Conseil d'Etat est saisi officiellement de la demande d'avis.

Cet alinéa doit, dès lors, s'écrire comme suit :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;".

.../...

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 6)

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat, L. 30.088/2, du 21 juin 2000, donné en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Considérant (devenant l'alinéa 7)

L'arrêté en projet doit être conçu en prenant en compte la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Il est, dès lors, suggéré d'insérer dans le préambule un considérant qui en rappelle l'applicabilité (1), rédigé comme suit :

"Considérant que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel trouve à s'appliquer;".

Alinéa 6 (devenant l'alinéa 8)

L'alinéa 6 sera adapté pour tenir compte de l'observation finale ci-après.

(1) Voir, dans le même sens, l'avis n° L. 24.522/2, p. 3.

Dispositif

Article 1er

L'alinéa 2, dans sa version soumise au Conseil d'Etat, précise :

"Pour l'établissement de cette liste, il n'est pas tenu compte des arrêts de réhabilitation et des condamnations visées par cette réhabilitation.".

La disposition pourrait donner à penser, ce qui est l'opposé de l'intention de l'auteur du projet, que l'on ne tient pas compte de l'arrêt de réhabilitation pour établir la liste spécifique des personnes visée à l'article 1er du projet d'arrêté.

Pour plus de clarté, on écrira :

"Pour l'établissement de cette liste, il n'est pas tenu compte des condamnations ayant fait l'objet d'arrêts de réhabilitation.".

Article 2

1. A l'alinéa 1er, 3°, on écrira :

"... une peine minimale et, le cas échéant, une peine maximale;".

On peut, en effet, s'interroger sur l'utilité d'imposer, dans tous les cas, la mention d'une peine maximale, à l'appui de la demande d'obtention d'une liste de

.../...

personnes enregistrées dans le casier judiciaire central, comme en convient le fonctionnaire délégué.

2. A l'alinéa 1er, 4°, en projet, il serait plus simple d'écrire "la ou les qualifications de prévention pour lesquelles (la suite comme au projet)".

3. A l'alinéa 2, 5° et 6°, il est suggéré d'écrire :

"5° une période de temps au cours de laquelle des décisions ont été prononcées à l'égard de ces personnes;

6° une période de temps au cours de laquelle ces personnes ont commis une infraction;".

Article 3

1. Au 2°, le mot "alias" doit être remplacé par le mot "pseudonyme".

2. Les 12°, 13°, 14° et 15°, du texte en projet seront chaque fois complétés, après le mot "jugement", par les mots "ou arrêt".

Article 4

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "artikel" au lieu de "alineea".

.../...

Article 5

L'article en projet concerne l'utilisation et la communication à des tiers des informations du registre national des personnes physiques auxquelles certaines personnes sont autorisées à accéder, par l'article 591 du Code d'instruction criminelle. Cette dernière disposition distingue, à cet égard, deux catégories de personnes :

- d'une part, dans le cadre de la gestion du casier judiciaire, les agents de niveau 1 du service du casier judiciaire central du ministère de la Justice, nommément désignés par écrit, et les greffiers en chef, greffiers-chefs de greffe et greffiers-chefs de service des cours et tribunaux de l'Ordre judiciaire;
- d'autre part, dans le cadre de la consultation du casier judiciaire, les personnes visées à l'article 593 du Code d'instruction criminelle.

L'autorisation d'accès de chacune des deux catégories diffère en ce qui concerne l'étendue des informations. En effet, les personnes visées à l'article 591, alinéa 4, du Code d'instruction criminelle, soit la seconde catégorie visée ci-avant, ont accès à la "composition du ménage" visée à l'article 3, 9°, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, à la différence des personnes visées à l'alinéa 1er du même article, soit les personnes de la première catégorie.

.../...

Il convient, dès lors, de rédiger l'alinéa 3, 3°, comme suit :

"3° les personnes, autorités et services habilités à accéder aux informations du registre national des personnes physiques par l'article 591 du Code d'instruction criminelle, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation, et dans le cadre (la suite comme au projet)." (1).

Articles 6 et 7

A l'article 6, en projet, il est suggéré d'écrire :

"Les personnes habilitées par ou en vertu de la loi à accéder ... Elles ne peuvent divulguer ce code et ce mot de passe à quiconque.".

A l'article 7, en projet, en vue d'éviter une répétition inutile, il est suggéré d'écrire :

"Les personnes visées à l'article 6, lors de chaque consultation, précisent (la suite comme au projet).".

(1) On retrouve cette formule dans plusieurs arrêtés royaux autorisant l'accès aux informations du registre national en application de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, par exemple dans l'arrêté royal du 13 novembre 1995 autorisant certaines autorités de l'administration de l'aide à la jeunesse de la Communauté française à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques, publié au Moniteur belge du 23 janvier 1996.

Article 8

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition s'applique aussi bien dans le cadre de l'accès aux informations du registre national des personnes physiques prévu par l'article 591 du Code d'instruction criminelle, que dans le cadre de l'accès aux informations du Casier judiciaire central prévu par l'article 593 du même Code.

En vue de renforcer la confidentialité des données, il est suggéré, de l'accord du fonctionnaire délégué, d'ajouter un troisième alinéa rédigé comme suit :

"Les personnes visées à l'alinéa 1er, s'engagent par écrit à veiller à la sécurité et à la confidentialité des données auxquelles elles ont accès." (1).

Article 11

Le pouvoir que le Roi se donne à Lui-même de fixer l'entrée en vigueur des articles 1er et 2 n'est juridiquement admissible que si la date choisie ne précède pas celle de l'entrée en vigueur de la loi du 8 août 1997, qui procure sa base légale aux mesures arrêtées par le Roi.

(1) On retrouve également cette formule dans plusieurs arrêtés royaux autorisant l'accès aux informations du registre national en application de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, par exemple dans l'arrêté royal du 14 octobre 1997 autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification, publié au Moniteur belge du 18 décembre 1997.

Il convient, dès lors, de rédiger l'article 11 de la manière suivante :

"Art. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central, à l'exception des articles ... dont l'entrée en vigueur sera fixée par Nous au plus tôt à la même date.".

Article 13

La formule exécutoire doit être rédigée de la manière suivante :

"Art. Notre ministre de la Justice et Notre ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.".

Observations finales

1. Les articles 5 et 8 de l'arrêté en projet portent exécution de l'article 591 du Code d'instruction criminelle, lequel désigne les personnes qui, soit dans le cadre de la gestion du casier judiciaire (1), soit dans le cadre de la consultation du casier judiciaire (2), ont accès à certaines informations du registre national des personnes

(1) Ces personnes sont énumérées à l'article 591, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle.

(2) Ces personnes sont énumérées à l'article 593, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle.

physiques (1). Ces dispositions relèvent, dès lors, à la fois des attributions du ministre de l'Intérieur, compétent pour le registre national des personnes physiques, et de celles du ministre de la Justice, compétent pour le casier judiciaire central.

Le projet doit, dès lors, être proposé et contresigné également par le ministre de l'Intérieur.

2. Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet a été rédigé négligemment et ne satisfait ni du point de vue de la légistique et des formules connexes, ni du point de vue de la correction de la langue. A ce propos, il est renvoyé aux observations formulées dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) L'accès dans le cadre de la gestion du casier judiciaire est limité aux informations du registre national visées à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 8° et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, alors que l'accès dans le cadre de la consultation du casier judiciaire est limité aux informations du registre national visées à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 9°, et alinéa 2, de la loi.

Algemene opmerking

De Raad van State wijst erop dat het ontworpen besluit geen enkele bepaling bevat waarbij een beperking in de tijd wordt gesteld op de toegang tot de opeenvolgende bijwerkingen van de informatiegegevens genoemd in artikel 3, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, welke toegang wordt verleend door artikel 591 van het Wetboek van Strafvordering.

Zulks heeft noodzakelijkerwijze tot gevolg dat de opeenvolgende bijwerkingen van de informatiegegevens in kwestie toegankelijk zullen zijn tot dertig jaar na het overlijden van de geregistreerde persoon, dat is de termijn voor de bewaring van de gegevens gelijk die gesteld is in artikel 3, vierde lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er reeds herhaaldelijk op gewezen dat, wat de toegang tot de opeenvolgende bijwerkingen van die informatiegegevens betreft, uitdrukkelijk moet worden bepaald dat niet verder in de tijd mag worden teruggegaan dan vereist is voor het uitvoeren van de taken op basis waarvan toegang tot die gegevens gerechtvaardigd is. Die verplichting vloeit voort uit artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, dat de verwerking van ontoereikende, niet ter zake dienende of overmatige gegevens

.../...

verbiedt (1). Dat "recht om in het vergeetboek te raken" wordt overigens gegarandeerd door artikel 5, e), van het Verdrag tot bescherming van personen ten opzichte van geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, dat is opgemaakt te Straatsburg op 28 januari 1981 en goedgekeurd bij de wet van 17 juni 1991 (2).

-
- (1) Die regel is thans vervat in artikel 4, § 1, 3°, van de wet van 8 december 1992, vervangen bij de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens. Die wet van 11 december 1998 is echter nog niet in werking getreden.
- (2) Zie inzonderheid de volgende adviezen van de afdeling wetgeving :
- advies L. 23.730/2 van 10 mei 1995 over een ontwerp van koninklijk besluit waarbij de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij gemachtigd wordt toegang te hebben tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 16 mei 1997, blz. 12.137;
 - advies L. 24.522/2 van 11 december 1995 over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1990 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Justitie toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 5 juni 1999, blz. 20.870.
 - advies L. 24.943/2 van 22 januari 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) toegang wordt verleend tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 27 mei 1998, blz. 17.068.;

.../...

Met toepassing van die beginselen moet worden bepaald gedurende welke termijn de opeenvolgende bijwerkingen van die gegevens toegankelijk zijn, in het bijzonder in het licht van de doeleinden inzake beheer en raadpleging van het centraal strafregister. De lengte van die termijn, die overdreven kan lijken, dient te worden verantwoord.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Het eerste lid dient, overeenkomstig het gebruik, als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het Wetboek van Strafvordering, inzonderheid op de artikelen 589 tot 593, 601 en 602, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1997;"

Nieuw tweede lid

Aangezien de artikelen 5 en 8 ertoe strekken de machtigingen voor toegang tot de informatiegegevens en gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van

.../...

de natuurlijke personen (1) van garanties te voorzien, is de rechtsgrond van die bepalingen eveneens te vinden in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid in de artikelen 5 en 8. Op het eerste lid moet dan ook een als volgt luidend nieuw tweede lid volgen :

"Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 5 en 8;"

Tweede lid (dat het derde lid wordt)

Er behoort te worden geschreven ", inzonderheid op artikel 29". Naar de overige bepalingen van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister die bij het onderhavige ontwerp worden uitgevoerd, wordt immers reeds verwezen in het ontworpen eerste lid, door verwijzing naar de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering, zoals ze worden ingevoegd bij de voormelde wet van 8 augustus 1997.

(1) Op de lijst van de personen die, met toepassing van artikel 591, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering, bij name en schriftelijk kunnen worden aangewezen, kunnen immers personen voorkomen aan wie de bevoegdheid om het identificatienummer te gebruiken ingevolge het tweede lid van hetzelfde artikel is overgedragen.

Vierde lid (dat het vijfde lid wordt)

De datum van het besluit van de Ministerraad behoeft niet te worden vermeld, aangezien soms veel tijd verloopt tussen die datum en die waarop de adviesaanvraag officieel bij de Raad van State aanhangig wordt gemaakt.

Dit lid dient dan ook als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;".

Vijfde lid (dat het zesde lid wordt)

Dit lid behoort als volgt te worden geschreven :

"Gelet op advies L. 30.088/2 van de Raad van State, gegeven op 21 juni 2000 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Considerans (die het zevende lid wordt)

Bij het uitwerken van het ontworpen besluit dient te worden gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Er wordt dan ook voorgesteld

.../...

in de aanhef een als volgt gestelde considerans op te nemen om eraan te herinneren dat die wet van toepassing is (1) :

"Overwegende dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens van toepassing is;".

Zesde lid (dat het achtste lid wordt)

Het zesde lid behoort te worden aangepast teneinde rekening te houden met de slotopmerking verderop.

Dispositief

Artikel 1

Het tweede lid van de versie die aan de Raad van State is overgelegd luidt als volgt :

"Voor het opstellen van deze lijst wordt geen rekening gehouden met de arresten van herstel in eer en rechten en veroordelingen waarop dat herstel in eer en rechten betrekking heeft.".

De bepaling zou de indruk kunnen wekken, hetgeen net het tegenovergestelde is van de bedoeling van de steller van het ontwerp, dat geen acht wordt geslagen op het arrest van herstel in eer en rechten bij het opmaken van de

(1) Zie, in dezelfde zin, advies L. 24.522/2, blz. 7.

specifieke lijst van de personen bedoeld in artikel 1 van het ontworpen besluit.

Omwille van de duidelijkheid schrijve men :

"Voor het opmaken van deze lijst wordt geen rekening gehouden met veroordelingen waarvoor arresten van herstel in eer en rechten gewezen zijn."

Artikel 2

1. In het eerste lid, 3°, schrijve men :

"... een minimumstraf en, in voorkomend geval, een maximumstraf;"

Men kan zich immers de vraag stellen wat het nut is om in alle gevallen vermelding van een maximumstraf voor te schrijven tot staving van het verzoek voor het verkrijgen van een lijst van personen die geregistreerd staan in het centraal strafregister. De gemachtigde ambtenaar stemt daarmee in.

2. In het eerste lid, 4°, schrijve men : "de kwalificatie(s) van de tenlastelegging (voorts zoals in het ontwerp)."

.../...

3. Wat het tweede lid, 5° en 6°, betreft, wordt voorgesteld te schrijven :

"5° een tijdvak waarbinnen beslissingen ten aanzien van die personen zijn geweest;

6° een tijdvak waarbinnen die personen een strafbaar feit hebben gepleegd".

Artikel 3

1. In 2° behoort het woord "alias" vervangen te worden door het woord "pseudoniem".

2. De onderdelen 12°, 13°, 14° en 15° van de ontworpen tekst behoren te worden aangevuld door achter het woord "vonnis" telkens de woorden "of arrest" in te voegen.

Artikel 4

In de Nederlandse tekst behoort "artikel" te worden geschreven in plaats van "alinea".

Artikel 5

Het ontworpen artikel heeft betrekking op het gebruik en de mededeling aan derden van de informatiegegevens

.../...

uit het rijksregister van de natuurlijke personen, waartoe bepaalde personen zich toegang mogen verschaffen met toepassing van artikel 591 van het Wetboek van Strafvordering. In die bepaling worden in dat verband twee categorieën van personen onderscheiden :

- enerzijds, in het kader van het beheer van het strafregister, de schriftelijk bij naam aangewezen ambtenaren van niveau 1 van de dienst van het Centraal Strafregister van het Ministerie van Justitie, alsook de hoofdgriffiers, de griffiers-hoofden van de griffie en de griffiers-hoofden van dienst van de hoven en rechtbanken van de Rechterlijke Orde;
- anderzijds, in het kader van de raadpleging van het Strafregister, de personen bedoeld in artikel 593 van het Wetboek van Strafvordering.

De toegangsmachtiging is voor elk van beide categorieën verschillend wat betreft de omvang van de gegevens. Immers, de personen bedoeld in artikel 591, vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering, dus de tweede voornoemde categorie, hebben toegang tot "de samenstelling van het gezin", genoemd in artikel 3, 9°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, in tegenstelling tot de personen genoemd in het eerste lid van hetzelfde artikel, dus de personen van de eerste categorie.

Het derde lid, 3°, behoort derhalve te worden gesteld als volgt :

.../...

"3° de personen, overheden en diensten die door artikel 591 van het Wetboek van Strafvordering gemachtigd worden om toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen, voor de informatiegegevens die hen mogen worden meegedeeld krachtens hun aanwijzing, in het kader van (voorts zoals in het ontwerp)." (1).

Artikelen 6 en 7

Er wordt voorgesteld het artikel 6 van het ontwerp als volgt te stellen :

"De personen die door of krachtens de wet gemachtigd zijn om ... toegangscode. Zij kiezen een wachtwoord ... Zij mogen die code en dat wachtwoord ...".

Om nodeloze herhaling te voorkomen, wordt voorgesteld artikel 7 te stellen als volgt :

(1) Deze formulering komt terug in verschillende koninklijke besluiten waarin toegang tot de informatiegegevens van het rijksregister toegestaan wordt met toepassing van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, bijvoorbeeld in het koninklijk besluit van 13 november 1995 tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor sommige overheden van de Administratie voor Hulpverlening aan de Jeugd van de Franse Gemeenschap, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 januari 1996.

"Bij elke raadpleging vermelden de in artikel 6 bedoelde personen ... de referentie naar de wettelijke grondslag ... raadpleging."

Artikel 8

Zoals de bepaling gesteld is, is ze zowel van toepassing op de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen gelijk die geregeld wordt in artikel 591 van het Wetboek van Strafvordering, als op de toegang tot de informatiegegevens van het Centraal Strafregister, gelijk die geregeld wordt in artikel 593 van hetzelfde Wetboek.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat een als volgt gesteld derde lid dient te worden toegevoegd om meer nadruk te leggen op de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens :

"De in het eerste lid bedoelde personen verbinden er zich schriftelijk toe te waken over de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens waartoe zij toegang hebben." (1).

(1) Die formulering staat ook in verschillende koninklijke besluiten waarbij met toepassing van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen toegang wordt verleend tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen, bijvoorbeeld in het koninklijk besluit van 14 oktober 1997 waarbij aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling machtiging wordt verleend toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 18 december 1997.

Artikel 11

De door de Koning aan Zichzelf verleende bevoegdheid om de inwerkingtreding van de artikelen 1 en 2 vast te stellen, is juridisch alleen toelaatbaar als de gekozen datum niet voorafgaat aan die van de inwerkingtreding van de wet van 8 augustus 1997, waaraan de door de Koning vastgestelde maatregelen hun rechtsgrond ontleen.

Artikel 11 dient derhalve als volgt te worden gesteld :

"Art. Dit besluit treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister, met uitzondering van de artikelen ..., die Wij op zijn vroegst op dezelfde dag in werking zullen laten treden."

Artikel 13

De uitvoeringsbepaling dient als volgt te worden gesteld :

"Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit."

.../...

Slotopmerkingen

1. De artikelen 5 en 8 van het ontworpen besluit geven uitvoering aan artikel 591 van het Wetboek van Strafvordering, waarin de personen worden aangewezen die, ofwel in het kader van het beheer van het Strafregister (1), ofwel in het kader van de raadpleging van het Strafregister (2), toegang hebben tot bepaalde informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen (3). Deze bepalingen behoren derhalve zowel tot de bemoeienis van de Minister van Binnenlandse Zaken, bevoegd voor het Rijksregister van de natuurlijke personen, als tot die van de Minister van Justitie, bevoegd voor het Centraal Strafregister.

Het ontwerp dient bijgevolg eveneens door de Minister van Binnenlandse Zaken te worden voorgedragen en medeondertekend.

-
- (1) Die personen worden opgesomd in artikel 591, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering.
 - (2) Die personen worden opgesomd in artikel 593, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering.
 - (3) De toegang in het kader van het beheer van het Strafregister is beperkt tot de informatiegegevens van het Rijksregister aan de orde in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, terwijl de toegang in het kader van de raadpleging van het Strafregister beperkt is tot de informatiegegevens van het Rijksregister waarvan sprake in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid, van de wet.

.../...

2. De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is onzorgvuldig gesteld en voldoet niet uit het oogpunt van wetgevingstechniek, de daarmee samenhangende formules en correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen en ongerekend de tekstvoorstellen in het corpus van het advies worden bij wijze van voorbeeld en ten overvloede de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Dispositief

Artikel 1

In het eerste lid schrijve men : "... voor een of meer welbepaalde strafbare feiten ..." in plaats van "één of meerdere bepaalde inbreuken".

Artikel 2

In het tweede lid schrijve men in de inleidende volzin : "de volgende gegevens" in plaats van "volgende gegevens".

Er behoort op gelet te worden dat het bepaald lidwoord niet ten onrechte wordt weggelaten. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 3

In het eerste lid, 1°, schrijf men : "bekend", niet "gekend". In hetzelfde lid, 12°, schrijf men : "de nodige gegevens omtrent het vonnis of arrest waartegen beroep is ingesteld of verzet is gedaan;". In onderdeel 15° schrijf men : "de mededeling of het vonnis of arrest al dan niet op tegenspraak is uitgesproken. In onderdeel 19° schrijf men : "de kwalificatie van de in aanmerking genomen tenlastelegging en de in dezen toepasselijke regelgeving".

Artikel 4

Aan het slot behoort te worden geschreven: "de in het vorige artikel opgesomde gegevens over te zenden;"

Artikel 8

In het tweede lid schrijf men : "... worden de graad en de functie vermeld."

Artikel 9

In de eerste volzin schrijf men : "... benevens de in artikel 7 genoemde gegevens, de identiteit van de persoon op wie de raadpleging betrekking heeft gehad."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. BOSQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. E. BOSQUET, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS